



**HAL**  
open science

# Friches, hybrides, et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants

Johanna Siméant

► **To cite this version:**

Johanna Siméant. Friches, hybrides, et contrebandes : sur la circulation et la puissance militantes des discours savants. L'Harmattan. Discours savants, discours militants, 2002. hal-03872088

**HAL Id: hal-03872088**

**<https://hal.science/hal-03872088>**

Submitted on 25 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## INTRODUCTION

### FRICHES, HYBRIDES ET CONTREBANDES : SUR LA CIRCULATION ET LA PUISSANCE MILITANTES DES DISCOURS SAVANTS

Johanna Siméant\*

Cet ouvrage regroupe plusieurs travaux de jeunes chercheurs qui, à partir de journées d'études tenues fin 2000, se posent la question des multiples liens qui unissent savants et militants, et plus particulièrement *discours* savants et militants. Ne pas tomber dans « le discours sur le discours sur le discours » relève de la gageure dès lors qu'il s'agit en tant que politiste d'introduire un ensemble de travaux s'interrogeant sur les interpénétrations entre discours savants et militants. La position particulière de la science politique, comme discours savant sur le politique, multiplie ici les effets de mise en abîme. Cela n'enlève rien cependant à la légitimité de l'entreprise : depuis le milieu des années 1980, plusieurs éléments des conjonctures politique et scientifique invitent de façon redoublée à envisager ces questions.

C'est d'un côté le phénomène chaque jour constaté par les chercheurs de terrain de la « double herméneutique »<sup>1</sup> qui voit les acteurs du monde social se saisir des théories des sciences sociales; l'enrôlement effréné de théories savantes dans les controverses politiques (pour les années récentes, on peut rappeler ainsi le FN et la question théorique du « national populisme », les violences urbaines et

---

\* Je remercie Pierre Favre et Philippe Juhem pour leur lecture attentive d'une première version de ce texte, qui n'engage cependant que moi.

<sup>1</sup> Giddens (A.), *La constitution de la société*, Paris, Presses Universitaires de France, 1987 (traduit de *The Constitution of Society*, Oxford, Polity Press, 1984).

les « incivilités », le PACS et l' « ordre symbolique »<sup>2</sup>...), et enfin le degré d'expertise croissant que manifestent non seulement les *insiders* (pouvoirs publics, groupes d'intérêt établis et reconnus) mais aussi les *challengers* que sont par exemple les mouvements sociaux.

C'est de l'autre côté le refus de pans entiers des sciences sociales de se ranger sous la bannière de modèles hérités des sciences dures, et de l'illusoire neutralité qui en découlerait alors. C'est aussi la volonté, manifestée de multiples façons, de ne pas sacraliser une position en surplomb, pour des raisons à la fois éthiques, épistémologiques (caractère des sciences sociales irréductible aux sciences dites dures<sup>3</sup>, utilisation du langage naturel<sup>4</sup>, etc.), et du fait de la capacité des acteurs sociaux à produire une distanciation et des retours sur leurs pratiques parfois supérieurs à certaines théorisations savantes développées à leur propos. C'est enfin une interrogation, aiguë chez beaucoup de chercheurs, quant à leur utilité. La façon dont certains des plus fervents défenseurs de l'autonomie du champ universitaire dans les années 1960 et 1970 se sont « mis à découvert » politique dans les années 1990<sup>5</sup>, dans un contexte où par ailleurs les injonctions à la prise en compte de la « demande sociale » (en général bureaucratiquement définie) se font de plus en plus fortes, structure elle aussi ces interrogations. Nombre de chercheurs qui se trouvent aujourd'hui en situation de penser avec, contre ou après Pierre Bourdieu l'entendent à la fois quant au contenu de la démarche scientifique et quant à son implication sociale. Tous ces d'éléments sont sans doute à mettre en relation avec la fièvre réflexive qui saisit les sciences sociales, pour le meilleur souvent quand elles s'interrogent de façon heuristique sur leur rapport à l'objet de la connaissance, mais parfois pour le pire quand elles mêlent

---

<sup>2</sup> Borrillo (D.), Fassin (E.), Iacub (M.), *Au-delà du PACS. L'expertise familiale à l'épreuve de l'homosexualité*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Politique d'aujourd'hui », 1999.

<sup>3</sup> Elias (N.), « Engagement et distanciation », in : *Engagement et distanciation. Contributions à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993 (Traduction augmentée de « Problems of Involvement and Detachment », *British Journal of Sociology*, 7, 1956, p. 226-252).

<sup>4</sup> Passeron (J.-C.), *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, coll. Essais & Recherches, 1991.

<sup>5</sup> On pense évidemment au Pierre Bourdieu du *Métier de sociologue* et à celui de *La Misère du Monde* et des interventions de décembre 1995 ee qui ne signifie d'ailleurs pas qu'aucune libido politique ne nourrissait les investigations du Bourdieu « première période ». Cf. Bourdieu (P.), Passeron (J.-C.), Chamboredon (J.-C.), *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1968 ; et Bourdieu (P.) (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

paradoxalement réflexivité et absence de distanciation, et ne discutent que d'elles en croyant parler du monde<sup>6</sup>.

Il reste que face à ce point de départ, il serait malhonnête d'injecter une unité et une cohérence artificielles dans des travaux au final hétérogènes. Le titre même de ces journées d'étude y invitait : le propre des humains étant qu'ils parlent, on conçoit que traiter de discours savants et militants invite aussi bien à envisager les *discours* savants et militants, quels que soient ceux qui les tiennent, que les savants qui parlent et les militants qui font de même, et quoi qu'ils disent... Pour poser encore plus naïvement la question, un discours savant est-il tenu par un savant, défini par un contenu, ou enfin validé par l'espace dans lequel il s'inscrit ? La question ouvre déjà un programme de recherche, même s'il serait candide de poser une dichotomie absolue entre contenu et contexte, analyse interne et externe. C'est d'ailleurs cette difficulté à disjoindre analyse interne et externe qui rend impossible de comprendre les liens entre discours militants et discours savants sans les renvoyer aux univers dans lesquels ils se déploient<sup>7</sup>.

Les univers militants évoqués dans ce collectif sont par ailleurs hétérogènes dans le temps (des années 1950 à aujourd'hui), dans l'espace (Irlande du Nord, Canada, États-Unis, France), et dans la forme : associations plus ou moins formalisées (catholiques pour l'abolition de la prostitution, opposants aux jeux d'argent, écologistes...), partis (FN) ou courants de partis (CERES), extrêmes ou non, individus prenant en charge une cause morale comme celle de la lutte contre les *comic books* (Fredric Wertham), syndicalistes de SUD ou siégeant aux conseils de prud'hommes, universitaires pris dans les logiques pro- ou anti-indépendantistes en Irlande du Nord...

---

<sup>6</sup> Et encore ne parlait-on ici que des sciences sociales dans les années récentes. Dans un temps plus long, d'autres phénomènes seraient à prendre en compte pour saisir ces passerelles entre discours savants et militants. On pense au statut plus général de la science, au sens large du terme (celui d'un savoir distancié et autonome) dans les sociétés industrielles fortement différenciées. On pense aussi aux projets qui ont été au soubassement des sciences sociales dès leur origine, et qui n'ont pas ignoré la question de l'utilité sociale, bien au contraire.

<sup>7</sup> Refuser (comme nous le faisons) la mise en équivalence absolue, sur le plan intellectuel, du contenu et plus généralement de la nature des discours savant et militant, n'aboutit pas à ignorer que les frontières sont socialement floues entre eux : des discours à contenu militant sont produits dans l'univers savant, et vice versa. Ce qui est socialement qualifié comme savant n'est pas toujours ce qui l'est scientifiquement. Le titre de cet ouvrage « discours savants, discours militants » ne doit donc pas suggérer de la part de tous ses contributeurs un parti pris de symétrie généralisé entre ces deux catégories de discours. Si tel était le cas, on voit mal ce qui interdirait la présence de textes militants, et au moins de textes de militants, dans cet ouvrage.

ou enfin membres d'une instance de collectivité territoriale en charge des risques écologiques.

Les savoirs savants auxquels il est fait allusion sont eux-mêmes hétérogènes : sociologie, psychologie, droit, économie, sciences « dures », quand ce ne sont pas tant les savoirs que les *titres* savants (notamment universitaires) ou certains éléments de l'appareil scientifique (méthodes d'enquête, distanciation affective...) qui sont sollicités.

A cette profusion de l'objet s'ajoute celle de ses problématisations possibles, comme des sous-disciplines qui pourraient la saisir. C'est la sociologie de l'expertise, attentive à la question de la genèse et de la crédibilité de savoirs spécialisés appliqués en dehors de l'espace scientifique. C'est d'autre part la sociologie du champ universitaire et des intellectuels, permettant de comprendre les logiques de la production des idées, de la plus ou moins grande autonomie de la connaissance, et, corrélativement ou non, de la *libido* politique plus ou moins sublimée des savants. C'est ensuite la sociologie des mouvements sociaux et de leurs stratégies, marquées notamment par le recours aux connaissances savantes et expertes. C'est enfin la sociologie de la profession politique, qui permet de comprendre comment certains univers militants tendent peu à peu à transformer les formes de leur exercice, les « entrants » ayant tendance à y universaliser les compétences dont ils sont les porteurs - ces compétences peuvent être savantes. La liste pourrait s'allonger à l'infini, la moindre des questions n'étant pas celle du rapport aux valeurs du chercheur, curieusement éludée ici, peut-être parce qu'une des manifestations de l'inquiétude quant aux valeurs consiste à objectiver le rapport aux valeurs des autres.

Le point commun des travaux ici présentés pourrait néanmoins être résumé sous deux aspects. Le premier est celui du constat de l'utilisation de la connaissance experte et savante (qu'elle soit produite de façon indigène ou importée) comme outil de l'action politique et plus précisément de l'activisme. Le second est celui des frontières floues entre discours et univers savant d'une part, discours et univers militant d'autre part, le flou ne renvoyant d'ailleurs pas au seul « bougé » de la frontière entre ces univers mais aux multiples façons dont se déploient des jeux simultanés et articulés entre eux. Pourtant, ce serait résumer là de façon bien rapide l'apport de ces contributions, dont toutes ne développent pas, à partir de ces bases communes, les mêmes pistes. Enfin, il n'est d'ailleurs pas jusqu'aux points aveugles de ces travaux qui n'ouvrent de riches chantiers empiriques.

On reviendra donc ici sur quelques raisons du recours des militants aux discours savants, avant d'étudier les modalités de passage des discours savants dans l'activité militante. Il reste que ce serait une bien pauvre pensée que celle qui reposerait sur le seul modèle de la « contrebande » entre univers bien distincts. Enfin, il s'agira ici de s'interroger sur les logiques de l'efficacité publique et politique des discours savants.

### **Des usages militants des discours savants**

Qu'ils les produisent ou qu'ils les importent, les militants, comme le montrent les contributions réunies dans cet ouvrage, ont recours à de nombreux titres aux discours « savants » (qualifiés comme tels par eux-mêmes ou par l'observateur extérieur). Se limiter à ce constat serait pourtant un peu court. C'est à de multiples titres que les connaissances savantes sont enrôlées dans les discours militants.

Une des manifestations les plus classiques de cette tendance est l'utilisation de l'autorité sociale et intellectuelle de la science. Elle est bien exprimée par le terme d'*instrumentalisation*. Parce que les luttes politiques sont des luttes symboliques dans lesquelles il s'agit d'imposer sa parole et son point de vue, tous les outils pouvant y contribuer sont susceptibles d'être utilisés. De surcroît, l'impossibilité d'avoir recours à la force du nombre (au moins à celle du nombre électoralement exprimé) va presque inévitablement faire se tourner les protestataires vers celle de l'expertise, comme le rappelle Michel Offerlé quand il distingue trois registres, certes non étanches<sup>8</sup>, de protestation : le scandale, le nombre et l'expertise. Dès lors, toutes ces contributions le montrent, les militants utilisent des discours savants, que ce soit pour lutter contre les jeux d'argent, défendre la planète, enrôler l'histoire et toutes ses formes contre le camp adverse en Irlande du Nord ou justifier les thèses du Front National...

Cette première dimension du recours militant aux discours savants est donc tournée vers *l'extérieur des mouvements militants* : adversaires à contredire, médias à enrôler, soutiens potentiels à convaincre. Le point est manifeste dans le cas de l'expertise écologique : il s'agit de produire un discours acceptable dans d'autres univers sociaux, incluant notamment les médias et l'opinion publique. Plus généralement, ce que montrent beaucoup des travaux de ce collectif, c'est l'importance pour les acteurs militants d'un discours,

---

<sup>8</sup> Offerlé (M.), *Sociologie des groupes d'intérêt*, Paris, Montchrestien, coll. « Clefs », 1998.

sinon « sans adversaires »<sup>9</sup>, au moins perçu comme distancié, neutre et souvent activement « neutralisé »<sup>10</sup>. Il ne s'agit pas d'un discours inattaqué ou inattaquable, mais d'un discours qui rend la critique beaucoup plus difficile. Il y a donc une force de la science en tant que discours perçu comme « vrai » (c'est-à-dire, ici, attesté comme tel par l'organisation sociale de la science). Parce que nos univers sociaux valorisent l'adaptation permanente de la réalité et de la société, les discours et diagnostics « vrais » (proclamés par les politiques, les scientifiques, la presse...) peuvent, sans forcément avoir une force propre, enjoindre les dirigeants à expliquer pourquoi ils n'adaptent pas leur action aux nouvelles données de la connaissance. Un des aspects du combat politique passe dès lors par la définition du vrai en matière sociale, économique et politique (ou toute autre question influant sur ces domaines), et mobilise à ce titre les disciplines qui en traitent.

Sous cet aspect, la connaissance sera d'autant plus utile que produite par des personnes pouvant être identifiées comme scientifiques reconnus<sup>11</sup>, plutôt que des acteurs jugés trop proches des militants. Il s'agit donc de « faire des choses qui tiennent »<sup>12</sup>, de stabiliser des argumentations ou des bribes argumentaires, des « boîtes noires » difficilement attaquables. Cela ne signifie pas que ces discours s'imposent *parce que* vrais, mais au moins ont-ils l'avantage de fournir une moindre prise à la critique et rendent-ils plus coûteuse cette dernière<sup>13</sup>. Rhétorique de conviction et rhétorique de la crédibilité s'enchaînent donc, soit pour établir en raison des diagnostics, soit pour justifier des solutions proposées à ces diagnostics. Il s'agit notamment de construire des chaînes rhétoriques

---

<sup>9</sup> Juhem (P.), « La légitimation de la cause humanitaire : un discours sans adversaires », *Mots*, n° 65, mars 2001, p. 9-27.

<sup>10</sup> On s'inspire ici des conclusions de Philippe Juhem, in : *SOÛ-Racisme. Histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, Thèse pour le doctorat de science politique, sous la direction de B. Lacroix, Université Paris X, 1998.

<sup>11</sup> En termes de légitimité, un discours de soutien produit « loin » de ceux qui le mobilisent a plus de chances de fonctionner qu'un discours produit par des proches. Sur cette question, cf. Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1992 (nouvelle édition, 1<sup>ère</sup> édition, 1986).

<sup>12</sup> Desrosières (A.), « Comment faire des choses qui tiennent : histoire sociale et statistique », *Histoire et Mesure*, 4 (3-4), 1989, p. 225-242.

<sup>13</sup> Par exemple, ce n'est vraisemblablement pas le constat du caractère scientifiquement non fondé des théories raciales qui va empêcher toute manifestation raciste, mais cela rend plus coûteuse l'affirmation du racisme biologique, dont les partisans sont dès lors amenés à se redéployer sur des positions plus culturalistes à grand renfort d'enrôlement des sciences sociales.<sup>2</sup>

contraignantes, permettant, dès lors que certaines prémisses des diagnostics sont acceptées (un taux de radioactivité égal à « x », telle forme d'élimination systématique de populations) d'en faire tirer, par ceux qui auront accepté ces prémisses, des conclusions en forme de qualification<sup>14</sup> (le constat d'un scandale, d'un génocide), voire, ultérieurement des conséquences, et notamment des actes (une condamnation, une intervention militaire...)<sup>15</sup>.

C'est à cette aune qu'il faut envisager le développement d'un « militantisme de dossier »<sup>16</sup>, caractéristique de l'activisme écologique, mais aussi de la lutte des malades du SIDA, de la défense de causes encore peu (re)connues et pour lesquelles le recours à l'expertise est vital (notamment sous sa forme statistique, quand celle-ci permet d'établir des régularités et de tirer de ces dernières des causalités<sup>17</sup>)... La caractéristique de ces militantismes est d'avoir affaire à des adversaires disposant d'un haut niveau d'expertise utilisé pour les décrédibiliser (dans le cas des partisans du nucléaire, il s'agit par exemple du CEA, mais aussi du CNRS, de l'INRA, etc.). Ils sont de plus confrontés à des journalistes portés à se méfier de l'enrôlement militant dans un contexte de baisse d'emprise des affiliations partisans sur la presse<sup>18</sup>, et dépendant lourdement pour leur information de sources institutionnelles (en matière de santé et d'environnement notamment). Tous ces éléments obligent les protestataires à être en mesure de fournir une information alternative et crédible. Le recours à ce militantisme « savant » ne procède donc pas d'une stratégie inévitable ou d'une tendance naturelle à la professionnalisation : il renvoie aux logiques des arènes et forums dans lesquelles interviennent certains groupes d'intérêt protestataires.

---

<sup>14</sup> Felstiner (W.), Abel (R.L.), Sarat (A.), « The Emergence and Transformation of Disputes: Naming, Blaming, Claiming », *Law and Society Review*, 15, 1980-81, p. 631-654.

<sup>15</sup> Sur les problèmes que pose, notamment au sujet de l'histoire et de son rôle dans les procès, la « collision » entre des sciences renvoyées au statut de productrices de « faits » (dont il est difficile sur le plan épistémologique de justifier qu'ils soient extraits de leur appareil théorique) et l'insertion de ces faits dans l'argumentation juridique, cf. Damme (D.), Lavabre (M.-C.), « Les historiens dans l'espace public », *Sociétés Contemporaines*, n°39, 2000, p. 5-21, article introductif au numéro spécial du même nom.

<sup>16</sup> Ollitrault (S.), « Science et militantisme : les transformations d'un échange circulaire. Le cas de l'écologie française », *Politix*, n°36, 1996, p. 141-162.

<sup>17</sup> Que l'on pense par exemple au rôle de la statistique, qui à ses débuts permet de calculer le risque et de le socialiser, notamment en matière d'accidents du travail. Cf. Ewald (F.), *L'Etat-providence*, Paris, Grasset, 1996 (nouvelle édition refondue, 1<sup>ère</sup> édition, 1986).

<sup>18</sup> Juhem (P.), *SOS-Racisme...*, *op. cit.*



Comment espérer parler d'environnement dans des instances techniques qui en traitent sans maîtriser un corpus spécifique de connaissances ? Ce corpus n'est d'ailleurs pas seulement savant : il suffit qu'il soit parfois technique et complexe, comme le droit, difficilement qualifiable de science. Ainsi, comment protéger les salariés aux prud'hommes sans connaître le droit du travail, ou défendre des étrangers en situation irrégulière sans, une fois passée la mobilisation collective, maîtriser le droit des étrangers et la façon dont les pouvoirs publics jouent de leur meilleure connaissance de cet appareil juridique ? Parce que des formes de savoir ésotériques, sinon toujours savantes, sont propres aux univers où interviennent les militants, ces derniers, pour y gagner un droit à la parole, se trouvent en situation d'investir dans les connaissances, bien que toutes ne soient pas équivalentes, certaines étant plus performatives que d'autres (et le droit au premier chef).

Mais on aurait tort de se limiter à décrire ce recours au savoir savant comme une justification simplement destinée à l'extérieur, un corpus manipulé par des militants qui ne croiraient pas assez à la connaissance savante pour l'utiliser autrement que comme une arme ou un leurre. Partir de l'idée que les gens ne font pas n'importe quoi suppose de prendre au sérieux le rapport qu'ils tentent d'établir entre l'action et la connaissance, savante entre autres. C'est aussi à des logiques propres au militantisme que renvoie le recours au savoir savant. Il est rare que les militants aient le sentiment de se battre pour des idées fausses ! Un des effets de la sécularisation des sociétés modernes étant de faire de la science une des instances principales de diffusion du « vrai »<sup>19</sup>, on voit mal comment les militants ne seraient pas tentés de faire converger leur idée, fut-elle souvent *a priori*<sup>20</sup>, du vrai ou du préférable avec celles dont ils tentent de se saisir en dehors d'eux - notamment dans la science. Il y a dès lors une triple fonction de la connaissance dans le militantisme : une fonction de connaissance destinée à guider l'action, mais aussi une fonction de rationalisation<sup>21</sup>, et enfin de réassurance.

Tout militantisme quelque peu structuré voire institutionnalisé tend à définir les cadres et buts légitimes de l'action et de

---

<sup>19</sup> Les scientifiques étant sans doute moins armés de certitudes que l'image de la science ne le laisse penser.

<sup>20</sup> Il est rare que les gens militent à partir d'un constat ou d'un processus tout intellectuel...

<sup>21</sup> Et non pas au sens souvent bien faible qui lui est donné par ceux qui condamnent les acteurs sociaux à n'être capable que de « rationaliser a posteriori » et de façon hypocrite.

l'organisation. La définition du « Que faire ? » et du « Comment faire ? » est un passage obligé (même s'il n'est pas toujours premier<sup>22</sup>) du militantisme. Elle concerne aussi bien le diagnostic des situations d'injustice<sup>23</sup>, que les solutions à apporter et les méthodes à mettre en œuvre dans la mobilisation face à certains publics notamment (c'est ce que souligne pertinemment la contribution de Lilian Mathieu sur la « conscientisation » comme réflexion militante sur la mobilisation de populations dominées, ici appropriée par les soutiens aux mouvements de prostituées). Dans ce processus d'incorporation de la connaissance à l'action, comment s'étonner que les acteurs se saisissent de connaissances savantes ? Le texte d'Hélène Pernot montre bien, sinon la capacité à produire un discours entièrement savant et utilisable par les sciences sociales, au moins la volonté de mobiliser ces démarches chez les syndicalistes de SUD. Parce que certaines méthodologies propres aux sciences sociales (au premier rang desquelles la statistique) ont la capacité à produire, au mieux de la distanciation, et au moins l'apparence de cette dernière, elles peuvent être utilisées dans ces moments de retour sur soi des militants. Le même phénomène s'observe chez les écologistes de GreenPeace (Gérald Gallet) ou au CERES (Benoît Verrier). Si militer est tenter d'avoir prise sur la réalité, une réalité indissolublement matérielle et symbolique, le savoir savant peut y servir, même s'il devient alors un savoir pratique. Ignorer dans ces mouvements la question de l'appropriation de la connaissance serait faire peu de cas de ce qui a toujours été son importance empirique (que l'on pense aux écoles des cadres de partis, ou à des techniques militantes telles que « l'enquête » dans les milieux maoïstes des années 1960, pour n'en citer que deux exemples parmi les plus célèbres).

Parler d'« instrumentalisation » ou de « légitimation » apparaît dès lors bien flou pour décrire ce qui se joue véritablement dans cette importation des discours savants. Claudia Dubuis utilise, en évoquant les militants anti-jeu, le terme de *rationalisation* des valeurs, et ce terme doit être pris dans son acception pleine : il ne s'agit pas seulement de « justifier », de « légitimer » (ce qui ne dit rien du succès de cette justification et de cette légitimation). Il s'agit aussi de trouver et de projeter des raisons de militer en dehors de soi, d'activer en

---

<sup>22</sup> Dobry (M.), « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations de novembre-décembre 1986 », in : Favre (P.) (dir.), *La manifestation*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1990, p. 377.

<sup>23</sup> Gamson (W.A.), Fireman (B.), Rytina (S.), *Encounters with Unjust Authority*, Homewood (Illinois), The Dorsey Press, 1982.

permanence des préférences politiques ou morales, *de fonder* en raison cet engagement. Le recours à la science n'est pas uniquement dirigé vers l'extérieur mais a des fonctions de réassurance interne. Ainsi, on peut douter que le fait qu'il revendique des savants au sein de son Conseil scientifique change véritablement l'opinion des personnes hostiles au Front National. En revanche, il est très vraisemblable que cela conforte dans leur choix des partisans et surtout des militants du Front National dont l'engagement reste encore aujourd'hui fortement stigmatisé, et pour lesquels l'insertion dans un univers garant de cohérence est importante.

Bien entendu, la forme de ces retours sur soi, de ces méthodes et du rapport à la connaissance est variable selon les partis et les mouvements. Les rapports au savoir et à son appropriation ne sont pas tous homologues. Du « parti de l'intelligence », comme se définissait l'Action Française, à l'anti-intellectualisme (théorisé par des intellectuels...) des partis staliniens, en passant par les références gramsciennes manipulées par l'extrême-droite ou aujourd'hui la revendication des droits des malades face à un pouvoir médical tendant à monopoliser l'expertise : on a ici autant de déclinaisons de la relation entre science et action. Il reste que les références savantes manipulées par les militants ne sont pas toutes intellectuellement illégitimes (même si leur usage peut l'être), pas plus que le contenu des connaissances accumulées dans le retour sur soi des militants n'est sans intérêt scientifique.

L'usage des sciences en général, et des sciences sociales en particulier, pour les militants peut donc renvoyer à plusieurs modalités : en ce qu'il garantit une crédibilité, en ce que qu'il fonde des diagnostics portant aussi bien sur des situations d'injustice que sur les méthodes pour y remédier, en ce qu'il permet des retours sur soi des militants, ou enfin en ce qu'il conforte les militants dans le sentiment de la justesse de leur cause.

Mais parler de l'utilité pour les militants des discours savants (produits de façon indigène ou importés) ne dit rien cependant de la façon dont ces processus se déroulent. Tout particulièrement, si l'on met de côté le cas de la production indigène de connaissances parfois comparables dans leur contenu à la connaissance savante, qu'en est-il du passage des discours savants produits *ailleurs* dans l'activité militante ?

## **Les modalités de passage des discours savants dans l'activité militante**

*Comment* se déroule le passage de discours savants dans les univers militants ? Leur modes de circulation ne sont pas univoques, car sous le terme de « discours savants » se retrouvent en fait trois dimensions qui ne se recoupent pas exactement.

Une première catégorie pourrait être celle des discours tenus par des savants dans des espaces militants, sans que le contenu des discours lui-même ne renvoie à des canons scientifiques. Il s'agit ici d'un modèle dans lequel des personnes utilisent leurs titres à parler, conquis scientifiquement, dans d'autres espaces que l'espace scientifique, et pour y prendre des positions qui n'ont pas forcément, voire pas du tout, à voir avec leur spécialité. Ce qui est en jeu ici est de l'ordre de la « compétence morale » qu'évoque Dominique Memmi<sup>24</sup>, d'une aptitude à la distanciation et à la prise de hauteur dont sont crédités (souvent à tort !) les savants, les universitaires (on pense par exemple, dans le texte de Virginie Anquetin, au professeur de mathématiques qui préside le Secrétariat Permanent pour la Prévention des Pollutions Industrielles de l'agglomération strasbourgeoise, le SPI, et dont le titre universitaire semble fonctionner comme une garantie de désintéressement). C'est ici un premier cas de « passage » et des « passeurs », dans lequel les savants transportent leur autorité vers l'univers militant. Cela ne signifie pas toujours qu'ils transportent aussi leurs connaissances ou leur savoir. La contribution d'Alexandre Dezé le montre bien : il s'agit pour le Front National de revendiquer la présence d'intellectuels et de savants au sein de son Conseil scientifique, peu importe d'ailleurs leur spécialité (en quoi le fait d'être un professeur de littérature à l'université, ou un géologue, fonde-t-il des titres spécifiques à traiter des sujets de prédilection du Front National ?), et quand bien même la production doctrinale de ces derniers, à une exception près, est presque nulle. Ici, le titre universitaire, en tant que titre à parler, est ce qui permet de se débarrasser d'une prudence qu'à l'inverse s'imposent les militants sans titre qui s'aventurent en terres expertes. De la même façon, montrent Hélène Michel et Laurent Willemez, l'avocat, qui bénéficie déjà de titres universitaires, peut plus facilement revendiquer auprès du chercheur une posture militante en intervenant dans les tribunaux de prud'hommes, là où le syndicaliste autodidacte gardera

---

<sup>24</sup> Memmi (D.), *Les gardiens du corps. Dix ans de magistère bioéthique*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1996.

plus de révérence à l'égard du droit... Dès lors, si ce qui compte est ici de l'ordre du titre à parler (titre souvent universitaire ou en faisant office), il est aussi possible d'identifier les jeux d'étiquettes qui permettent de se faire plus savant qu'on ne l'est, de valider scientifiquement des connaissances accumulées dans le monde militant, et d'utiliser des titres qui ne feraient pas illusion au sein du monde universitaire, mais y arrivent fort bien en dehors. La contrebande se traduit ainsi par le flou des titres : il en est ainsi du titre quelque peu dévalué de « docteur en sociologie », dont peut aujourd'hui se prévaloir une astrologue célèbre, plus généralement du titre de docteur qu'il est à peu près impossible en France de ne pas recevoir dès lors que l'on a remis un manuscrit<sup>25</sup> à un directeur de thèse, du titre de « chercheur » quand c'est dans une institution para-universitaire par soi créée, de celui de « professeur à l'université de » parfois utilisé par des vacataires dans ces mêmes institutions, ou encore de celui de « maître de conférences à l'IEP de Paris », certes prestigieux mais qui est un équivalent de celui de vacataire<sup>26</sup>, concernant en général des personnes exerçant une autre profession, etc.<sup>27</sup> La contrebande se traduit aussi, pour ceux qui souhaitent obtenir une reconnaissance universitaire, par le recours à des universités connues pour héberger des enseignants-chercheurs engagés, et qui, tendant à se définir en opposition à un « establishment universitaire » dénoncé comme faussement neutre ou positiviste, sont en général disposés à valider des travaux à la tonalité militante au travers de mémoires ou de thèses. Les lieux d'expression de ces « savants » peuvent alors être aussi bien ceux de la presse généraliste (dès lors que l'on y signe avec son titre), des journaux internes aux camps militants, des réseaux de maisons d'édition liées aux mouvements... Enfin, les colloques sont les lieux par excellence de ce mélange des genres, représentant pour certains partis ou tendances (on le voit ici avec les cas du FN et du CERES) de véritables tribunes de diffusion et de justification<sup>28</sup>. Le colloque mélangeant praticiens et militants d'un

---

<sup>25</sup> Le summum de l'indignité se résumant à l'obtention de la seule mention « honorable ».

<sup>26</sup> A l'exception d'un ou deux maîtres de conférences amenés à rajouter « des universités » sur leur carte.

<sup>27</sup> S'il ne s'agit pas de nier le droit à l'expression de personnes n'ayant pu ou voulu devenir enseignants-chercheurs titulaires, c'est un hommage du vice à la vertu que de vouloir sembler l'être quand on ne l'est pas. Et il reste par ailleurs qu'il y a des conditions sociales de production de la connaissance, qui peuvent dépendre notamment d'une position garante de temps, d'autonomie financière et, souvent, intellectuelle.

<sup>28</sup> Cf. à ce propos les remarques de Michel Offerlé sur la « forme » colloque in : *Sociologie des groupes d'intérêt*, *op. cit.*

univers, d'une part, et universitaires, de l'autre, peut être vécu par les premiers comme une forme d'adoubement savant, et pour les seconds comme un moyen de se rapprocher de ceux qu'ils étudient. Forum très particulier en ce qu'il fait peser sur les savants qui y interviennent une contrainte de situation propre à les pousser au discours engagé, le colloque est aujourd'hui devenu une technique consommée de lobbying chez les groupes d'intérêt.

Comme le montre ce dernier exemple du colloque, une deuxième catégorie se rapproche de la précédente sans s'y confondre tout à fait. Il s'agit de l'importation de discours savants, souvent reconnus comme tels du point de vue universitaire et scientifique<sup>29</sup>, dans des espaces militants ou des officines d'expertise qui leur sont organiquement liées, mais avec en quelque sorte un accompagnement, un « service après-vente » assuré par leurs auteurs. Sympathisants de certaines causes, ces derniers s'y investissent, les objets qu'ils ont choisis et la science qu'ils pratiquent manifestant déjà l'attention qu'ils leur portaient. Mais la prudence qu'ils manifestent en tentant de ne pas exagérément « plier » les connaissances savantes à l'impératif militant montre aussi le coût possible, dans le milieu universitaire, d'une affiliation militante marquée, et le risque de ne voir ses travaux lus et critiqués qu'à l'aune des préférences qui y seraient décelables<sup>30</sup>... Cet exemple correspondrait assez bien à la posture actuelle de Pierre Bourdieu, dans une version plus radicale, ou de certains sociologues liés à la Fondation Saint-Simon, dans une version plus institutionnelle. Mais cela ne signifie pas que, du point de vue rhétorique, les connaissances ne soient agencées différemment. La contribution de Jean-Matthieu Méon montre bien par exemple la prééminence de certaines rhétoriques, notamment celle du « bon

---

<sup>29</sup> Et supposant des définitions de la science qui pour être variables, renvoient cependant à une forme particulière d'articulation entre théorie et empirie, validée par un contrôle croisé des pairs dans l'espace scientifique, essayant d'établir de façon contrôlable des relations (qui ne sont pas forcément des lois) entre phénomènes, et faisant preuve au minimum de la « vulnérabilité empirique » qu'évoque Jean-Claude Passeron au sujet des sciences sociales, ce qui suppose de « plaider, puisque la cause en est plaidable, la pleine appartenance des sciences sociales à l'univers des savoirs empirico-rationnels ». Passeron (J.-C.), *op. cit.*, p. 9.

<sup>30</sup> Et qui sont souvent à juste titre décelées (si tant est qu'elles aient été « celées »...) ! C'est notamment à partir d'un appui normatif inspiré d'une conception spécifique de la démocratie que la critique des sondages par Pierre Bourdieu se déploie. Il reste que substituer une critique politique (« Bourdieu ennemi de la démocratie libérale ») à une critique scientifique de son travail court-circuite les médiations par lesquelles un travail scientifique aurait vocation (dans un univers scientifique autonome) à être jugé, en ravalant la connaissance produite au niveau de ce qui a sans doute contribué à ce qu'elle le soit.

sens », dans le discours savant de Fredric Wertham – et ce sera sans doute une des raisons de son audience. Le « discours d'importance »<sup>31</sup> de Wertham, son recours à une « rhétorique de la scientificité » qui semble donner un caractère incontestable à ses affirmations, n'est possible que dans la mesure où Wertham est reconnu comme un psychiatre célèbre. A très juste titre, Jean-Matthieu Méon le souligne, « la légitimité (...) obtenue – et rappelée – permet en même temps un relâchement de l'argumentation d'un point de vue strictement scientifique. Le statut savant du texte étant ainsi assuré, la logique de persuasion qui l'anime peut être alimentée par des procédés non-académiques d'administration de la preuve ». Tout universitaire ayant un jour restitué son travail devant un public de non-spécialistes sait combien les conditions de félicité de réception de son discours tiennent parfois davantage à des « ficelles » rhétoriques qu'à la structure intrinsèque d'un raisonnement construit ailleurs, autrement et pour d'autres publics. Tout se passe comme s'il fallait renoncer à l'authenticité scientifique, déjà gagnée ailleurs, pour en restituer une part dans les arènes profanes. C'est ce qui suppose aussi de distinguer textes d'intervention et textes profanes. Par ailleurs, le fait que les auteurs de ces discours savants soient les savants eux-mêmes a un effet de légitimation circulaire, d'eux-mêmes et des militants. Comme par miracle, ces savants ont épousé la cause des militants : ce qui prouve que cette cause est bonne... et rend les savants d'autant plus légitimes à s'exprimer en tant que savants dans ces univers sans risquer de se faire reprocher leur statut d'intellectuels puisqu'ils qu'ils ont fait le bon choix militant... C'est ici une analyse des « sas » et « scènes d'hybridation » qui permettent de faire passer des connaissances sans, pour les savants, se décrédibiliser, qui mériterait d'être menée et l'est en partie ici : colloques (Benoît Verrier), organes de concertation des collectivités territoriales (Virginie Anquetin), tribunes, présentations d'ouvrages savants politiquement exploitables (ne serait-ce que par leur sujet) dans le cadre d'événements militants (soirées-débats, fêtes militantes, salons associatifs...)...

Le troisième cas enfin est celui de « l'importation pure », qui soulève des questions similaires quant aux raisons du succès de certaines théories savantes<sup>32</sup>. Cette importation invite à se concentrer

---

<sup>31</sup> Bourdieu (P.), *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, Fayard, 1982, p. 207-230.

<sup>32</sup> Pour être tout à fait rigoureux, il faudrait d'ailleurs distinguer les connaissances produites très antérieurement à la mobilisation, des connaissances produites au même moment, et qui, sans être « engagées », peuvent devoir leur rédaction à la même conjoncture politique que celle qui marque la mobilisation. Cf. les remarques de

plus particulièrement sur les militants lettrés, aptes à se saisir de travaux, parfois diffusés dans la presse généraliste. Cela supposerait aussi de cerner les conditions de vulgarisation de certains travaux savants, au travers de grands hebdomadaires ou quotidiens nationaux, mais aussi de revues « sas » comme *Esprit*, *Le Débat* ou *Commentaire*... Comment les savoirs savants sont-ils appropriés et recyclés ? On peut parler, comme le font Claudia Dubuis et Hélène Pernot, d'une appropriation mutilée, interdisciplinaire et hétéroclite. Cela soulève d'ailleurs tout un ensemble de questions sur la diversité des rapports militants au discours savant : entre déférence et distance voir anti-intellectualisme, appropriation par des classes moyennes lettrées ou autodidaxie, valorisation du savoir appliqué (en lui-même indicateur d'un rapport spécifique au savoir) et admiration de la science...

Le rapport des militants à la connaissance mérite dès lors d'être interrogé en fonction de la composition sociale des organisations politiques et associatives<sup>33</sup>, tant il est susceptible de renvoyer à des façons très différentes de s'approprier le savoir, de façon individuelle ou collective, au travers d'institutions ou non, de façon préalable ou non à l'entrée en militantisme, et avec quels effets<sup>34</sup>... La capacité à mobiliser des connaissances savantes est susceptible de produire ou d'activer des clivages au sein des organisations, déposant les militants de base ou à l'inverse mettant les plus intellectuels des militants à la merci de critiques les stigmatisant comme « intellos » ou comme « technocrates ». On consultera avec profit à ce sujet la contribution de Benoît Verrier, qui concerne des personnes fortement insérées dans le monde de l'enseignement supérieur, et pour lesquelles la capacité à produire du programme et de la doctrine apparaît comme

---

Claudia Dubuis dans cet ouvrage. A égalité de scientificité, on voit que cela marque deux configurations scientifiques différentes.

<sup>33</sup> Et de leur degré d'institutionnalisation dont un des marqueurs est l'existence de lieux de transmission du savoir.

<sup>34</sup> On pense ici à l'analyse de Bernard Pudal, in : *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989. Bernard Pudal souligne comment l'apprentissage dans les écoles des cadres du parti délivrait un savoir mutilé par les conditions de son acquisition, notamment en ce qu'il procédait par l'éviction de la plupart de ses présupposés théoriques et de tout ce qui eut été susceptible de trop heurter les schèmes du sens commun. Sur cette question de la formation dans les appareils partisans, cf. aussi Marijnen (A.), « Entrée en politique et professionnalisation d'appareil. Les écoles centrales de cadres du parti communiste italien (1945-1950) », *Politix*, n°35, 1996, p. 89-107 ; et Villalba (B.), « La chaotique formation des Verts français », *Politix*, n°35, 1996, p. 149-170. Le retour sur les modèles communistes de rapport à l'intellectuel mériterait aussi d'ouvrir la question des diverses formes de l'intellectuel partisan, organique, etc.



un avatar de la professionnalisation politique (en tout cas dans une période spécifique). Il reste que la professionnalisation souvent évoquée des organisations, on le voit bien chez les écologistes (ou chez les humanitaires), renvoie aussi à une logique de division du travail, voire de salarisation, qui peut être vécue comme une dépossession par les militants de base. Il n'est pas jusqu'à l'internationalisation de certains mouvements sociaux, qui, en valorisant cette connaissance scolaire qu'est la langue, ne fait apparaître de nouveaux clivages au sein des organisations. Enfin, certaines connaissances, comme le droit dans la contribution d'Hélène Michel et de Laurent Willemez, peuvent d'autant plus être vécues comme « savantes » que ceux qui y sont confrontés ont un rapport distant à la culture scolaire, là où les avocats sont plus portés à revendiquer sa dimension plastique et son caractère d'« outil ». On saisit d'ailleurs dans ce cas l'effet que peut avoir l'investissement dans les connaissances techniques et savantes des militants : à terme, une sortie des engagements les plus militants et une entrée dans des univers de « l'entre-deux » et de l'expertise, tant l'accumulation de connaissances peut devenir monnayable dans d'autres univers que ceux du militantisme.

La question du rapport à la connaissance savante des militants aurait bénéficié des travaux sur le mouvement ouvrier, et les autodidactes notamment, question qui n'est abordée que par la bande, alors même que l'on perçoit bien comment le rapport au savoir varie selon les origines, les titres scolaires... Sans doute l'analyse pourrait-elle être approfondie sur les modalités d'utilisation et d'importation du savoir savant, auprès des militants de base et pas seulement de ceux qui semblent les plus proches des chercheurs qui les abordent par des méthodes qualitatives (bien que pour ces derniers militants, des trajectoires universitaires à la fois formellement gratifiantes –DEA, doctorats –et objectivement dévaluées –thèses non soutenues, mauvais rapports de thèse rendant incertaine une carrière universitaire, etc. –soient souvent identifiables). Il faudrait sans doute analyser l'opposition entre certains militants issus des classes moyennes salariées et dotés d'un fort capital culturel, et le cas de militants d'origine plus populaire. Qu'en est-il de la capacité plus ou moins grande des militants à produire et à s'approprier de la connaissance ? Sous cet aspect, les effets de la délégitimation du marxisme se font encore doublement sentir. D'une part, la référence au discours savant devient d'autant plus vitale qu'à l'exception du libéralisme économique, l'on ne peut plus véritablement identifier d'idéologies prétendant marier science et militantisme (ce qui caractérisait le

marxisme) : dès lors, les militants sont dans l'obligation d'aller « chercher leur science ailleurs »<sup>35</sup>... D'autre part, le socialisme scientifique, en tant que système reposant sur une légitimation scientifique, avait abouti à pétrifier l'alliance entre un discours « savant » et une fraction du mouvement ouvrier, alliance dont l'ambiguïté fondamentale était la mise au pas des intellectuels. C'est aussi ce modèle, et ce qu'il peut entraîner d'ouvriérisme et de crispation sur le dogme, qui apparaît aujourd'hui comme un repoussoir central dans l'alliance entre discours militant et savant.

### **Les limites d'une pensée de la contrebande : jeux aux frontières, jeux sur les frontières et jeux simultanés**

Se borner à identifier les formes de « passages » et de transferts entre discours savants et militants finit pourtant par provoquer une certaine insatisfaction, que suscite aussi l'utilisation flottante du terme d'« instrumentalisation ». C'est que cette façon, nécessaire mais non suffisante, de poser le problème renvoie à une pensée de la contrebande et de la « triche » : il y aurait de « vrais » et de « faux » savants, des discours « vraiment savants » ou « vraiment militants » (même si ce sont souvent les discours les plus désagréables au chercheur qui récoltent cet excès d'indignité<sup>36</sup>), il y aurait des trafics entre ces univers bien délimités, mais ce ne serait après tout que le résultat de la fermeture des frontières entre savant et politique, inévitablement vouées, comme toutes les frontières, à être transgressées... Cela n'est pas faux. Est-ce tout ? Les travaux présentés ici seraient finalement assez pauvres s'ils se limitaient à une dénonciation, pas inutile cependant, des transferts illégitimes d'autorité scientifique.

Plus exactement, une pensée de la contrebande doit se poser la question de ce qui se passe aux frontières. D'une part parce que ces frontières entre univers savants et militants sont poreuses. D'autre part parce qu'elles sont mouvantes. Ensuite parce que la question ne renvoie pas qu'à une logique de rapport de forces entre univers, mais aussi aux logiques internes propres à ces univers. Enfin parce qu'elle suppose de penser simultanément la logique des espaces savant et

---

<sup>35</sup> Même dans le cas d'écologistes pour certains hostiles à la « techno-science ». Lascoumes (P.), *L'éco-pouvoir, environnement et politiques*, Paris, La Découverte, coll. Textes à l'appui, série Ecologie et société, 1994.

<sup>36</sup> Est-il si étonnant que la seule contribution qui dans ce recueil se risque à délégitimer des discours militants présentés comme savants soit celle qui porte sur le Front National ?

militants dès lors que des jeux simultanés s’y déploient. Tous ces aspects expliquent que dans ces zones frontières, friches et terrains vagues, prolifèrent non seulement les contrebandiers mais aussi les herbes folles et les hybrides...

On pouvait le pressentir, les frontières ne sont pas si nettes quant aux *contenus* des discours. Elise Féron le rappelle dans sa contribution sur l’Irlande du Nord : « Les discours savants s’insèrent dans un ensemble discursif plus large, dans lequel leurs prétentions à la “scientificité” ne tranchent guère avec les prétentions à la “vérité” des idéologies en présence. » Du strict point de vue des contenus (les objectifs, eux, peuvent certes différer, entre connaissance appliquée et « connaissance pour la connaissance »), il n’est pas inintéressant de constater que les savants peuvent s’approprier la réflexivité des militants voire l’adouber en lui donnant le statut de savoir quasi-savant (Lilian Mathieu rappelle à juste titre l’appropriation dans la littérature savante des analyses militantes de l’action collective). De même, certains universitaires ne se privent pas de pratiquer le prophétisme de la chaire, le contenu de leurs interventions satisfaisant alors aux canons du discours militant à défaut des canons de la science. Enfin, Hélène Pernot défend une hypothèse de continuité dans laquelle c’est aussi en fonction des situations que le discours militant va avoir plus ou moins de proximité avec le discours savant<sup>37</sup>.

Les frontières ne sont pas si nettes non plus du fait de la qualification des personnes (à partir de quel moment le sociologue qualifie-t-il plutôt quelqu’un de savant ou de militant ?) et des problèmes qu’elle pose. On peut, c’est légitime, objectiver les individus et les qualifier analytiquement de savants ou de militants. Il reste que l’on a affaire à des individus concrets, qui, malgré leur souci parfois réel de ne pas pratiquer le mélange des genres (qui ne connaît la prudente expression : « je retire ma casquette de militant » – ou de savant ?) s’expriment, dans les différents espaces où ils interviennent, en tant qu’individus concrets chargés de toutes leurs propriétés sociales. Quand bien même certains savants voudraient s’exprimer publiquement, par exemple en signant une tribune de journal « en tant que simples citoyens », leur signature, dès qu’il s’agit de scientifiques connus, résume les caractéristiques sociales qui leur donnent un titre à

---

<sup>37</sup> Là encore, rappeler cette proximité possible des contenus ne doit pas cependant mettre en équivalence tous ces discours : la porosité du discours militant, amenée à faire feu de tout bois, n’est pas du même type que celle du discours savant. Dans les deux cas, le recyclage s’effectue en référence aux règles de l’univers « importateur », militant ou savant, ce qui suppose un jeu de contraintes formelles et intellectuelles, fussent-elles socialement définies, plus lourd dans le cas de la science.

parler (il est moins fréquent que les journalistes ouvrent spontanément leurs colonnes à de simples citoyens, ou renoncent à indiquer les titres de ceux qui voudraient s'exprimer ainsi dès lors qu'ils sont justement cet autre chose qui leur donne voix au chapitre). Bref, l'on ne se débarrasse pas si aisément de ses titres à parler scientifiques, même dans les situations militantes où l'on sait que l'on ne tiendra pas un discours savant... Le discours tenu alors sera-t-il qualifié de savant ou de militant par le sociologue ? Et comment oublier en militant les connaissances que l'on a accumulées... en tant que savant (à moins de se faire plus bête qu'on n'est) ? Ces aspects ne sont pas anecdotiques quand ils résument certains des dilemmes voire des souffrances que rencontrèrent les jeunes intellectuels établis en usine à la fin des années 1960. A l'inverse, et singulièrement dans le cas des sciences sociales, est-il si rare, fut-ce dans les publications les plus reconnues comme scientifiques, que l'on arrive à identifier certaines préférences politiques de l'auteur, et ceci sans que cela invalide forcément sa démonstration ?<sup>38</sup> Enfin et surtout, la capacité à se définir comme « savant neutre » sans risquer d'être contredit est très inégalement distribuée selon le discours tenu puisqu'elle dépend directement de la *doxa*<sup>39</sup> propre à certains univers académiques, et qui, parce que préreflexive, ne sera évidemment pas vécue comme « engagée »<sup>40</sup>. Sans même avoir besoin de parler d'idéologie dominante, on peut raisonnablement considérer que le libéralisme économique transmis dans de nombreuses institutions n'est pas moins idéologique que les autres idéologies, mais que ses tenants sont moins soupçonnables d'hérésie antiscientifique que les autres, singulièrement quand le critère de l'excellence est celui de l'orthodoxie.

Il reste qu'une question, peu traitée dans ce collectif à l'exception de la contribution d'Elise Féron<sup>41</sup>, aurait sans doute mérité d'être davantage creusée pour comprendre les différentes possibilités de jeux aux frontières. Les travaux de Pierre Bourdieu, tout

---

<sup>38</sup> Dès lors, notamment, que les valeurs peuvent être un appui à la recherche (le même Weber défenseur de la neutralité axiologique rappelait toute la fécondité possible de l'intérêt axiologique).

<sup>39</sup> Sur la *doxa* comme « croyance originnaire », cf. Bourdieu (P.), *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, p. 113.

<sup>40</sup> Alors qu'il n'y a rien sans doute de plus « engagé », au sens d'Elías, que ce qui n'est pas même conscient, puisque cela interdit tout retour sur soi à l'individu.

<sup>41</sup> Et là encore, il n'est pas un hasard que les seules objectivations du champ universitaire dans ce recueil concernent des pays autres que la France, à l'exception des quelques remarques de Gérald Gallet sur le CNRS et l'INRA dans leur rapport au nucléaire.

particulièrement, en donnaient les outils<sup>42</sup>. On pense ici à la question de l'autonomie ou de l'hétéronomie du champ scientifique et universitaire (pour filer la métaphore, la contrebande s'épanouit plus particulièrement aux frontières mal gardées et dans les zones à la souveraineté incertaine...). Mais cela signifie que l'on ne peut penser l'articulation entre discours savants et discours militants sans la relier à la plus ou moins forte autonomie du champ universitaire et scientifique, et à sa plus ou moins grande capacité à définir son langage et ses problématiques. Sous cet aspect, la contribution d'Élise Féron illustre un cas limite de très faible autonomie du champ universitaire et scientifique, qui se manifeste de différentes façons : parce qu'un but est assigné aux sciences (la justification des arguments des deux camps, nationaliste et unioniste, ou aujourd'hui la justification de la paix...), du fait de la structure bifide (catholique / protestante) du monde scolaire et universitaire, parce que les individus, quels qu'ils soient, même chercheurs, sont assignés à leur appartenance communautaire... D'où l'importance de penser l'autonomie du champ universitaire à l'égard du politique<sup>43</sup>, de l'économie, des fondations privées<sup>44</sup>, du journalisme... et aujourd'hui à l'égard de l'Union l'Européenne<sup>45</sup>.

On répondra qu'il ne s'agit pas ici d'un problème de militantisme mais d'expertise. A ceci près que le problème est dans les deux cas celui de la définition *conflictuelle*, au sein du monde universitaire, de l'utilité sociale : des universitaires assument leur militantisme *aussi* parce que d'autres se définissent comme experts gouvernementaux, et vice-versa (les experts d'une époque étant parfois les savants-militants de la précédente !). Bref, on ne peut penser la question du savant et de l'expertise séparément de celle du

---

<sup>42</sup> On pense notamment à *Homo Academicus* (Paris, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 1984) ; et à sa théorie générale des champs, et tout particulièrement du champ scientifique. Cf. Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°2-3, 1976, p. 88-104.

<sup>43</sup> Ce qui n'exclut pas la question du rapport du savant-fonctionnaire à l'État, bien au contraire, et singulièrement en France !

<sup>44</sup> Est-il anodin du point de vue scientifique que l'essentiel de la littérature scientifique nord-américaine sur le secteur non lucratif soit associée à ce dernier ? Qu'une grande partie de celle qui porte sur le jeu, comme le montre Claudia Dubuis, soit liée à des instituts de recherche partiellement dépendants de l'industrie du jeu ?

<sup>45</sup> Ainsi, on peut se poser la question des effets du financement croissant de la recherche, en sciences sociales comme en sciences dures, par des contrats européens qui valorisent la connaissance utile et pratique, et ont aussi pour effet d'intéresser les universitaires à l'Europe et de légitimer de nouveaux modes de fonctionnement de la recherche... sans que la capacité du monde de la recherche à définir ses problématiques en sorte toujours renforcée.

savant et du militantisme<sup>46</sup>. Pour se concentrer sur les sciences sociales, c'est d'ailleurs ce qui peut expliquer le clivage entre une économie globalement appropriée par les classes dirigeantes pour justifier des mesures de compétitivité, et une sociologie utilisée notamment pour contrer un discours libéral dominant. L'omniprésence, chez les dirigeants économiques et politiques<sup>47</sup>, d'un type de justification technocratique-expert, notamment fondé sur l'économie, la gestion et le droit, transmis par Sciences Po et les écoles de commerce, cantonne en retour certaines disciplines au statut de « danseuses critiques ». Parce que les débouchés offerts aux différentes disciplines varient fortement, se dessinent des alliances différentes entre scientifiques et politiques. Ainsi les contraintes (publication en anglais, modèles quantitatifs...) et les rétributions (recrutement dans les facultés américaines, accès à un important marché de consultation auprès d'organismes privés...) des économistes leur ouvrent un espace social plus large que celui des sociologues, d'avantage dépendants de l'Etat, moins internationalisés, et socialement comme intellectuellement plus proches de milieux militants et syndiqués (enseignants du secondaire, intellectuels autodidactes des syndicats ou des mouvements sociaux...)<sup>48</sup>.

Si l'on reconnaît un lien entre formes de l'investissement militant et savant des scientifiques, recrutement social des disciplines et structure des rétributions scientifiques, alors les territoires de la recherche les plus balkanisés, et dans lesquels l'obtention du crédit scientifique est la plus brouillée, sont aussi les plus vulnérables aux

---

<sup>46</sup> Au point qu'il serait peut-être préférable de conserver dans les deux cas la qualification d'expertise en déclinant les diverses formes d'expertise, et par exemple en rappelant la distinction entre expert mandaté et expert instituant. C'est la proposition de Robert Castel dans « L'expert mandaté et l'expert instituant », in : *Situations d'expertise et socialisation des savoirs*, CRESAL, 1985 ; cité in : Damme (D.), Lavabre (M.-C.), *art. cit.*, p. 5, ce qui aboutit à faire aussi de Durkheim un expert. C'est ici la référence au terme de « militant », plus associée à minimum d'extériorité à la sphère de l'exercice du pouvoir, qui nous fait reprendre le clivage militant/expert, ce dernier étant ici, en fait, l'expert associé aux positions politiquement dominantes.

<sup>47</sup> Sur la socialisation des énarques, et son lien avec la formation dispensée à l'IEP de Paris, cf. Eymen (J.-M.), *La fabrique des énarques*, Paris, Economica, coll. « Etudes politiques », 2001.

<sup>48</sup> Ce clivage se traduit aussi bien chez les militants que les scientifiques, et notamment chez des sociologues attachés à contrer la revendication de supériorité scientifique des économistes. Cf. Lebaron, (F.), *La croyance économique : les économistes entre science et politique*, Paris, Seuil, coll. « Liber », 2000. Cette tendance est peut-être appelée à changer si l'on observe les prises de position de jeunes économistes critiques, consécutives au mouvement de décembre 1995, et la mise en forme de l'expertise économique qu'opère aujourd'hui un mouvement comme ATAC.

investissements experts, militants et prophétiques. Il y a donc bien quelque chose, dans la délimitation des univers savant et militant, qui renvoie au « bougé » de frontières plus ou moins verrouillées, de définitions plus ou moins larges et plus ou moins politisées de l'intellectuel et du savant, selon les époques, les contextes<sup>49</sup>... C'est aussi, et toujours dans le cadre d'une sociologie des champs, ce qui permet d'envisager les logiques de rétablissement, de reclassement, qui éclairent les investissements militants de personnes dont les gratifications universitaires sont faibles, (notamment dans des cas de croissance des effectifs d'une discipline sans création de postes équivalente), et à l'inverse les investissements scientifiques de certains militants.

Il faut donc garder à l'esprit que ce n'est pas seulement en fonction d'une géopolitique des univers qui s'affrontent (sur un modèle qui verrait un champ scientifique résister plus ou moins bien aux assauts du champ politique, ou le contraire, et impliquerait son lot de transfuges dans les deux sens) que les frontières bougent. La définition des frontières entre discours militant et discours savant renvoie à des enjeux internes à chaque univers. On l'a vu en matière militante : les jeunes gens du CERES établissent une théorie de ce qu'ils sont, en redéfinissant un profil militant qui incorpore d'importantes compétences d'expertise. En miroir, cela pose la question de la façon dont les disciplines envisagent leur utilité sociale, enjeu particulièrement vif dans les sciences sociales. Brigitte Gaïti rappelle bien dans cet ouvrage que Durkheim initie simultanément un double mouvement de clôture de la sociologie, garante de sa scientificité, et de définition de l'utilité sociale de la sociologie. La question de l'utilité ne renvoie donc pas uniquement à l'injonction faite aux sciences, notamment sociales, de justifier leur existence par une prise en compte hâtive de la « demande sociale » qui souvent érode leur autonomie. La sociologie du monde universitaire permet dès lors de comprendre les différentes stratégies, internes au champ scientifique, de légitimation et de délégitimation des figures de l'utilité sociale, leur degré d'indexation sur la quête du crédit scientifique, et leurs chances d'être relayés en dehors du champ

---

<sup>49</sup> Sur les conjonctures permettant de comprendre la rareté ou l'essor des divers genres d'expertise, cf. Dammanié (D.), Lavabre (M.-C.), *art. cit.*, p. 20. Les auteurs soulignent que les contextes de crise politique, de refondation d'un régime, ou les alternances politiques, sont autant d'occasions de développement de l'expertise auto-instituée auprès du pouvoir politique.

scientifique<sup>50</sup>. Le militantisme est une de ces figures de l'utilité sociale, qui va souvent s'opposer à une expertise mandatée, d'avantage associée à la figure de conseiller du prince<sup>51</sup>. Mais le dilemme entre ces deux postures n'est pas inévitable, dans la mesure où les revendications les plus fortes d'autonomie de la science ne sont pas le fait des moins militants des chercheurs, puisque, au contraire, on peut défendre la position selon laquelle c'est le savoir le plus fiable et le plus autonome qui, selon les objets dont il traite, sera le plus utile aux acteurs sociaux (Durkheim n'en est pas si loin dans *De la division du travail social*, ne serait-ce que par le soin qu'il prend aussi à distinguer sa préface et le corps du texte).

---

<sup>50</sup> Au sujet des politiques libérales des années 1980, Bruno Jobert propose un modèle à trois étages particulièrement stimulant pour comprendre l'utilisation de la science dans les controverses relatives aux politiques publiques. Il permet de distinguer et d'articuler les logiques de production scientifique et de sélection d'arguments scientifiques par des intermédiaires. « Dans la plupart des pays étudiés, ce sont les forums scientifiques des économistes qui, dans les années 70, se révèlent les plus sensibles au nouveau message scientifique néo-libéral ». Les critères de l'excellence étant calqués sur le modèle américain, cela va pousser les économistes européens en quête de reconnaissance à se couler dans le paradigme dominant en orientant leurs travaux scientifiques sur la question de l'échec des politiques publiques, bien qu'il faille ici « distinguer ceux qui opèrent d'abord sur la scène scientifique et ceux qui agissent d'abord comme conseillers des gouvernements et qui doivent alors faire entrer d'autres variables dans leurs discours et leurs stratégies ». Deuxième forum : « En aval des lieux d'excellence qui dominent la communauté scientifique, il faut accorder une place particulière aux institutions qui ont pour rôle de sélectionner dans les répertoires scientifiques les instruments intellectuels les plus pertinents pour promouvoir une orientation politique donnée. Cette tâche avait été le plus souvent assurée, dans la phase keynésienne par des services d'expertise d'État associés ou non à des unités de planification. C'est contre cette orthodoxie institutionnalisée que se sont // multipliés dans nombre de pays des institutions du type « think tanks » vouées à la diffusion des idées néoconservatrices ». Troisième forum : « celui des communautés de politiques publiques. (...) L'enjeu de la négociation qui s'instaure alors entre (l)es protagonistes est (...) la construction d'un compromis, d'un échange politique entre les principales parties prenantes. (...) L'enjeu du débat n'est alors ni la rigueur scientifique du diagnostic, ni la conquête du pouvoir politique, mais un mode de définition de la réalité sociale qui rend possible la poursuite de l'échange politique ». Jobert (B.), « La régulation politique : le point de vue d'un politiste », in : Commaille (J.), Jobert (B.) (dir.), *Les métamorphoses de la régulation politique*, Paris, Droit et société / L.G.D.J., 1998, p. 135-137.

<sup>51</sup> Cf. les quatre figures que souligne Philippe Corcuff, celle des « illusions du non-engagement », du « tout-marxiste », de « conseiller du Prince » et de « l'Intellectuel universel », in : Corcuff (P.), « Le sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelles formes d'engagement », *L'homme et la société*, n°131, janvier-mars 1999, p. 136. La position d'expert ou de militant n'invalide pas forcément le contenu de la démarche scientifique, cette dernière dépendant in fine de la propension du chercheur à plier sa production aux exigences, plus ou moins fortes, de son commanditaire ou de son projet politique.



Cette pensée des enjeux internes aux disciplines permet d'ailleurs de comprendre comment l'on peut jouer plusieurs jeux à la fois, plus exactement comment la même action doit être comprise à partir de son inscription dans les deux univers de l'engagement et de la science. La contribution de Jean-Matthieu Méon le montre : l'investissement de Fredric Wertham dans la lutte contre les *comic books* renvoie aussi bien à une croisade morale qu'à des enjeux propres au champ scientifique et qui visent à proposer une définition légitime de la psychiatrie, basée sur l'approche clinique, à un moment où des menaces pèsent sur cette dernière.

Il ne s'agit donc pas seulement de comprendre l'intérêt axiologique qui porte les scientifiques vers certains objets, mais aussi de considérer les enjeux et opportunités internes à leurs disciplines. Ce sont aussi des raisons propres au monde universitaire (position au sein de cet espace, formes de reconnaissance...) qui vont pousser certains de ses membres à en appeler à des redéfinitions de la discipline qui assument leur part d'engagement, de militantisme, d'expertise ou d'utilité sociale, mais aussi de *radicalisme scientifique* qui en bouleversant la *doxa* d'un univers scientifique peut accoucher de révolutions scientifiques, là où des concurrents seront portés à brandir le principe de neutralité axiologique, combiné ou non au dogmatisme légitime<sup>52</sup>. Un exemple de cette articulation entre position, carrières universitaire et perception de l'utilité sociale est fourni par le cas de Lazarsfeld<sup>53</sup>. Michael Pollak, en analysant les effets différentiels de l'émigration dans les itinéraires professionnels et politiques de Lazarsfeld et d'Adorno, respectivement représentatifs d'une sociologie empirique orientée vers la « demande sociale » et d'une sociologie critique spéculative, souligne l'impossibilité de distinguer stratégie de carrière, stratégie scientifique et conception de l'utilité sociale. Issu de la petite bourgeoisie militante (et non, comme Adorno, de la haute bourgeoisie intellectuelle), Lazarsfeld est un entrepreneur en sciences sociales qui va s'engager dans une redéfinition du rôle social de l'intellectuel. D'abord militant socialiste en Autriche, il accompagne l'évolution des sociaux-démocrates vers la gestion puis la recherche sociale appliquée qui prend son essor dans les années vingt aux États-Unis. Considérant très vite son émigration comme définitive, ne nourrissant aucun projet de retour et ne souhaitant pas s'attacher à un ghetto d'immigrés qui pourrait nuire à sa carrière et à son intégration

---

<sup>52</sup> Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *art. cit.*

<sup>53</sup> Pollak (M.), « Paul F. Lazarsfeld, Fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences sociales*, n°25, 1979, p. 45-59.

dans la société d'accueil, Lazarsfeld est le prototype de l'innovateur institutionnel. Il croit à la recherche éclairée et appliquée, participe au « plan Marshall » intellectuel de la fondation Ford en soutenant les sociologies empiriques, alors dominées en Europe. Dans un cas encore plus extrême, Michael Pollak posait le problème du rôle social de la science dans la politique d'extermination nazie. Une des particularités de cette politique raciale était son mode de légitimation scientifique. S'agissait-il seulement d'« instrumentalisation » de la science par le politique ? Pour Pollak, certaines des conditions de possibilité de la politique raciale nazie se trouvaient dans les mutations du champ scientifique allemand. Science et politique sont ici indissociables : le nazisme a été une « chance » pour la biologie appliquée allemande. La justification permanente de la discipline en termes d'utilité a entraîné, avec la production de promesses toujours plus grandes, par exemple en vue du dépistage de minorités raciales, le passage d'un pouvoir d'expertise à un pouvoir institué et la *professionnalisation* de l'expertise raciale. A terme cependant, « le succès social de la discipline produit les contraintes qui la rendent définitivement et irrémédiablement prisonnière de la politique »<sup>54</sup>.

Enfin, sans se limiter à ce cas extrême, il faut garder à l'esprit, pour mieux cerner certains revirements quant au rapport à l'engagement, la variation dans les temps des coûts professionnels de l'engagement et du militantisme. Les universitaires consacrés, surtout en France (c'est-à-dire dans un système où chercheurs et enseignants-chercheurs sont fonctionnaires), après une première phase de leur carrière marquée par une prudence axiologique souvent nécessaire à leur recrutement, risquent moins de payer le prix de positions politiques, fussent-elles confondues avec leur pratique professionnelle, que des « entrants » (et notamment lorsque ces derniers ne sont pas en mesure de subvertir les règles du jeu).

### **Retour sur l'efficacité sociale et politique des discours savants : puissance interne, puissance externe**

Une dernière insatisfaction résulte cependant de la tendance à prêter à certains discours, ici des discours savants, une puissance « en

---

<sup>54</sup> Pollak (M.), *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, coll. « Leçons de choses », 1993, p. 135. La non-pertinence scientifique de certaines théories ne doit pas faire rétrospectivement négliger les effets qu'elle produitent, et notamment l'arbitraire le plus absolu.

soi »<sup>55</sup> telle qu'elle engendrerait une volonté d'enrôlement permanente de la part des militants. Croire à la force propre du discours redouble les pensées de la contrebande et le terme d'« instrumentalisation » fait parfois preuve de naïveté – la naïveté des cyniques – en ce qu'il assimile les militants qui s'emparent de la science et des arguments savants à des « voleurs de feu », comme si la puissance intrinsèque du discours scientifique était toujours acquise.

Certes, les contributions ici réunies sont attentives à la capacité des idées à se *déplacer*. Elles appliquent toutes cette remarque de Bruno Latour selon laquelle « une idée, même géniale, même salvatrice, ne se déplace jamais seule. Il faut une force qui vienne la chercher, s'en empare pour ses propres motifs, la déplace et, peut-être, la trahisse. »<sup>56</sup> Il reste qu'il ne suffit pas de déplacer voire de trahir une idée pour qu'elle convainque. Et qu'à moins de confondre les causes et les raisons du recours aux discours savants, il convient de revenir à quelques pistes susceptibles d'éclairer l'efficacité des discours savants en politique.

On a déjà évoqué un premier ensemble d'éléments qui tiennent à l'autorité sociale des savants, perçus comme aptes au désintéressement, et titulaires de connaissances permettant des formes de distanciation. L'autorité sociale des savants est également liée à celle de discours garantis comme « vrais ». Elle peut aussi renvoyer à l'appartenance à des élites sociales. Dans certains cas enfin, ce qui fait la force de la science est son statut ésotérique, interdit au profane, et qui fonde à la fois l'incompétence et d'admiration de ce dernier.

Mais tous les discours scientifiquement vrais ne suffisent pas à provoquer des ralliements militants, notamment lorsqu'ils ont des adversaires puissants ou qu'ils concernent des vérités collectives dont les conséquences ne sont pas tirées au niveau individuel (tabagie, vitesse au volant...). Le constat écologique, scientifiquement fondé, du réchauffement de la planète, ne pèse pas plus lourd que les compagnies pétrolières qui financent la campagne électorale de George W. Bush.

Bref, l'autorité des discours savants renvoie-t-elle à leur contenu (attesté comme vrai par l'organisation sociale de la science et l'autorité des savants eux-mêmes), ou, aussi, au fait que certaines

---

<sup>55</sup> Le problème étant en fait assez proche de celui que posent les théories qui prêtent à des formes de légitimité (en général reprises de la typologie de Weber) une puissance en soi, et ce faisant ratent ce qui devrait être le cœur de l'analyse : la légitimation.

<sup>56</sup> Latour (B.), *Les microbes. Guerre et paix* suivi de *Irréductions*, Paris, Métailié, coll. « Pandore », 1984, p. 21.

conjonctures politiques et certains groupes sociaux sont plus ou moins réceptifs à l'importation de catégories savantes ? Ou encore à des raisons intellectuelles ? Il importe d'autant plus de spécifier, au cas par cas, les conditions de félicité de l'utilisation militante du discours scientifique, que ces dernières ne sont pas constantes.

Ainsi, on a fait allusion plus haut à l'importance dans les controverses politiques du recours à un registre neutralisé parce qu'ayant l'apparence de la science. Or cette neutralité est aussi un effet de la façon dont certaines polémiques, parce que leurs protagonistes évitent les affrontements qui se situeraient sur le terrain des valeurs pures (toujours susceptibles d'être renvoyées aux idiosyncrasies des uns et des autres), euphémisent la violence de l'affrontement en ayant recours à des arguments tirés de la science. Pour en donner un exemple récent, le ralliement ou non aux théories anthropologiques traitant de la différence des sexes et de l'ordre symbolique suffisait à identifier opposants ou partisans du PACS et de l'homoparentalité, sans que les homophobes les plus radicaux ne craignent d'être catégorisés comme tels dès lorsqu'ils pouvaient se retrancher derrière la caution d'anthropologues de gauche (lesquels déduisaient de leur constat de l'universalité de la différence des sexes sa nécessité). Cette « neutralité scientifique » a par ailleurs pour intérêt de mobiliser plus efficacement les médias, même si l'on aurait gagné à traiter plus en détail de l'histoire de la relation des médias aux connaissances scientifiques, notamment issues des sciences sociales.

Est-il d'ailleurs certain que la référence savante soit toujours un moyen d'accès aux médias ? Le colloque l'est souvent, mais pour peu qu'il fournisse une connaissance qui corresponde aux modes d'appréhension du monde des médias (sur le plan formel, celui des petites phrases, de la statistique surprenante<sup>57</sup>, de l'anecdote exemplaire..., ou sur le fond : congruence avec des thématiques déjà traitées, etc.). La forme de la diffusion est d'importance tant les journalistes sont prompts à disqualifier comme « jus de crâne » les explications complexes, ce qui établit un fossé entre les connaissances savantes facilement vulgarisables et les autres. Par ailleurs, d'autres registres, comme le registre émotionnel, peuvent être tout aussi

---

<sup>57</sup> Susan Faludi rappelle qu'un des points forts de la campagne antiféministe des années 80 aux Etats-Unis fut la diffusion dans la presse d'une soit-disant étude de Harvard-Yale (en fait une statistique provisoire, qui s'avéra fautive, extorquée au téléphone à un jeune chercheur du laboratoire de sociologie) selon laquelle une femme célibataire diplômée d'université n'aurait plus que 1,3% chances de se marier à 40 ans... Cf. Faludi (S.), *Backlash. La guerre froide contre les femmes*, Paris, Des femmes, 1993 (Traduit de *Backlash, The Undeclared War Against Women*, New York, Crown Publishers, 1991.)

puissants dans l'accès aux médias, le succès de l'humanitaire en témoigne.

Les discours savants ne sont pas recevables de la même manière partout, ce qui pose la question des conditions intellectuelles et sociales de recevabilité du discours savant. On a évoqué la capacité plus ou moins grande des milieux sociaux à se reconnaître dans la science et à se l'approprier. Mais on pense aussi à la question de la diffusion des schèmes savants. On dispose de peu de travaux sur la diffusion de ces schèmes « durcis » dans le grand public. Le modèle à envisager est-il celui de la « cascade », dans lequel ce qui est considéré par les publics élargis comme de la science est déjà dépassé dans les milieux scientifiques ?<sup>58</sup> Y-a-t-il des cas de diffusion directe et si oui lesquels ? Qu'en est-il par ailleurs de la diffusion de certaines rhétoriques scientifiques ou parascientifiques, et par exemple de la croyance aux para-sciences ?<sup>59</sup>

Une autre question prégnante est celle de la plasticité, ou à l'inverse du caractère contraignant, des discours savants une fois diffusés. La dénonciation du « multiculturalisme à l'américaine », nourrie par un ensemble de travaux français publiés dans les années 80, relaie la référence à la tradition républicaine et forme un solide ensemble rhétorique contre de nombreuses revendications minoritaires. De même, « l'invariant anthropologique » de la différence des sexes avait été mobilisé par les militant(e)s de la parité afin de distinguer la différence homme / femme de toutes les autres différences (ce qui fermait la voie à toute autre revendication « communautaire »). C'est ce schème durci qui, déplacé, a été mobilisé autour de la question du PACS, notamment contre l'homoparentalité<sup>60</sup>. Mais cette référence était-elle fondamentalement contraignante en soi ou apparaissait-elle ainsi parce qu'elle était le point de convergence de plusieurs oppositions très différentes au PACS (entre l'opposition de la gauche modérée à l'homoparentalité et l'opposition de la droite catholique à toute forme de reconnaissance du couple homosexuel) ? Arrive-il que des discours savants stabilisés soient intrinsèquement contraignants, ou ont-ils surtout l'avantage

---

<sup>58</sup> Gérard Holton souligne l'extraordinaire décalage entre les découvertes scientifiques et leur pénétration dans les cycles d'enseignement et *a fortiori* au-delà. Cf. Holton (G.), *L'imagination scientifique*, Paris, Gallimard, 1981, p. 358-359.

<sup>59</sup> Boy (D.), Michelat (G.), « Les Français et les para-sciences », *État de l'opinion*, 1994, p. 201-217.

<sup>60</sup> Borrillo (D.), Fassin (É.), Iacub (M.), *op. cit.*

d'apparaître comme tels en formant des quasi tabous... alors même que la plasticité de leur usage les caractérise ?<sup>61</sup>

Poser cette question permet d'ailleurs de revenir sur ce que l'on appelle des « discours savants ». Ce dont on traite ici correspond-il vraiment à des discours savants « complets » (joignant le théorique et l'empirique de façon construite) transposés dans d'autres espaces et laissant éventuellement le soin à d'autres d'en tirer les conséquences qu'ils souhaiteront, ou des hybrides produits par les chercheurs et alliant dimension analytique et programmatique<sup>62</sup>, ou enfin des fragments de connaissance savante (généralisations partielles, faits détachés de la théorie qui les a produits, statistiques inédites, etc.) ? On voudrait ici défendre l'idée que les schèmes savants (quel que soit, dans l'univers savant, le degré de leur reconnaissance) qui connaissent un succès public et militant ne le doivent pas tant à leur vertu scientifique qu'à leur caractère assez souple pour s'acclimater à l'univers militant. Quand bien même un raisonnement serait unanimement consacré comme vrai dans l'espace fragmenté des sciences humaines, c'est rarement la puissance intellectuelle seule d'un raisonnement ou son caractère attesté comme scientifique qui garantit son succès public<sup>63</sup>. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas des raisons cognitives<sup>64</sup> de croire à certains schèmes savants diffusés dans

---

<sup>61</sup> Que l'on pense, au terme de « séparation des pouvoirs », qui a souvent pour effet de paralyser la réflexion et de jeter l'anathème sur de nombreuses revendications relatives à l'aménagement des pouvoirs.

<sup>62</sup> « L'expertise pragmatique [Le terme est adopté en référence à celui d'histoire pragmatique adopté par Marc Bloch dans *L'étrange défaite* NDA] renvoie à des textes d'intervention dans lesquels s'énonce une vision ou un projet politique, sous la forme de jugements, de dispositifs, de programmes, et orientés par suite vers l'espace public. Ces textes, pour lesquels la préface programmatique de Durkheim à *La division du travail social* a servi de modèle, allient, dans des proportions variables, discours analytique et programmatique. Textes hybrides, ils associent démarche normative et démarche rationnelle, connaissance et jugement. De ce fait ils ne sont pas coupés de toute règle de méthode scientifique. Qualifier *L'étrange Défaite* de texte d'intervention ne doit pas empêcher de reconnaître que les analyses qu'il contient sur la société française reposent sur une longue pratique scientifique et que la dénonciation des responsabilités prend progressivement la forme d'une recherche des causes diverses de l'affaiblissement « moral » de la société française ». Damamme (D.), Lavabre (M.-C.), *art. cit.*, p. 15.

<sup>63</sup> « La logique cherche pourquoi un raisonnement est erroné, la sociologie pourquoi il obtient un consentement fréquent » écrit Pareto, et Raymond Boudon, qui le cite, ajoute, « toutes sortes d'idées reçues ne méritent pas qu'on y croie, mais on a de bonnes raisons d'y croire ». Boudon (R.), *L'art de se persuader des idées douteuses, fragiles ou fausses*. Paris : Seuil (Collection « Points », 1992, p. 7 (Première édition Arthème Fayard, 1990).

<sup>64</sup> Même si elles sont rarement parfaites du point de vue logique, et c'est pourquoi il s'agit plus de raisons cognitives que savantes.

les espaces militants. C'est la mixité même des registres savants/militants qui est une condition de leur succès, du fait de leur capacité à toucher au sens commun en même temps qu'à la science. C'est sans doute là que se pose le plus la question des hybrides : c'est-à-dire de productions mixtes dont la réception doit son succès à un mélange de raisons sociales, cognitives et politiques. Il faudrait ainsi se demander si une des raisons du succès supérieur de certains discours savants, comparés à d'autres, dans les espaces publics n'est pas due à la capacité de leurs énonciateurs, dans des situations publiques, à articuler des marqueurs de scientificité, des fragments de discours savants, à des rhétoriques plus communes et diffusées. Fredric Wertham recourait au « bon sens » des mères de famille dans sa dénonciation des *comic books*. On pourrait aussi penser au raisonnement en termes d'« effets pervers », souvent mobilisé par les économistes d'orientation libérale au sujet de politiques sociales généreuses. Ce raisonnement, contrairement à ce que soulignait Albert Hirschman dans *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*<sup>65</sup> – et ainsi qu'il le reconnaissait en conclusion de la réédition de son ouvrage, n'est pas caractéristique de la seule rhétorique réactionnaire. Il s'agit d'un schème extrêmement commun dans le langage courant, un équivalent scientifique du « mieux ennemi du bien » ou de « qui veut faire l'ange fait la bête ». Il doit notamment sa puissance au fait que c'est un raisonnement qui se plie aux règles de la critique interne<sup>66</sup> – en souscrivant, même rhétoriquement, aux objectifs de ce qu'il combat, pour montrer que les moyens adoptés trahissent la fin recherchée. Son efficacité tient également à ce qu'il fait preuve d'une grande souplesse, pouvant être adopté et transposé dans n'importe quel domaine.

La mixité des registres articulant des « grumeaux » de connaissances savantes stabilisées ailleurs, à des chaînes rhétoriques plus diffusées dans le langage commun (ce qui est d'autant moins difficile dans des sciences sociales qui procèdent dans le langage naturel) fait sans doute le succès de certains discours savants à niveaux de lecture multiples, *a fortiori* lorsqu'ils sont transmis par leurs auteurs en personne, et que les préférences de ces auteurs ne sont pas ignorées. Ces discours entremêlent fragments scientifiquement valides enchâssés dans un langage qui procède rarement de la pure

---

<sup>65</sup> Hirschman (A.O.), *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1981.

<sup>66</sup> Pour un aperçu récent de cette question, cf. Lemieux (C.), *Mauvaise presse. Pour une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris, Métailié, 2000.46

logique déductive à partir de prémisses « vraies ». Il ne faut pas y voir un seul effet de la rhétorique qui permet de vulgariser la science, comme on le soulignait plus haut (même s'il est tout simplement impossible de parler en langage scientifique pur face à un public de non scientifiques). Ce sont ces hybrides discursifs que l'on retrouve si fréquemment dans les univers militants.<sup>67</sup> Cela ne suffit pas d'ailleurs à les invalider comme relevant du transfert illégitime de connaissance : tout dépend en fait du degré auquel ils peuvent être ramenés à la compétence spécifique de leurs auteurs, ou non.

### **Inquiétude éthique ou contre-don politique ? Retour en guise de conclusion sur quelques incertitudes de chercheurs.**

L'intérêt des débats tenus lors des journées d'études qui ont abouti à ce livre fut aussi de mettre à jour une réelle inquiétude chez les chercheurs présents. « Que faire » en tant qu'universitaires inquiets des usages de la connaissance, confrontés à son instrumentalisation permanente, soucieux aussi bien de la validité de la science que de leur propre utilité, qu'elle soit sociale ou politique, et paralysés par les deux injonctions contradictoires de la référence à la « neutralité axiologique » et à des « recherches [qui] ne mérite[ra]ient pas une heure de peine si elles ne devaient avoir qu'un intérêt spéculatif » ?<sup>68</sup>

---

<sup>67</sup> Il reste que ces chaînes rhétoriques mixtes peuvent se retrouver partout, et pas seulement dans la vulgarisation. Et l'on aurait tort de limiter aux sciences sociales la « mixité » et « l'impureté » de certains raisonnements scientifiques... Cf. les remarques de Bachelard sur les liens entre référence à la libido et connaissance objective (qu'il assimile certes à l'esprit pré-scientifique) : « Il est très symptomatique qu'une réaction chimique où entrent en jeu deux corps différents soit immédiatement sexualisée, d'une manière à peine atténuée parfois, par la détermination d'un des corps comme actif et de l'autre comme passif. En enseignant la chimie, j'ai pu constater que dans la réaction de l'acide et de la base, la presque totalité des élèves attribuaient le rôle actif à l'acide et le rôle passif à la base ». Bachelard (G.), *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 1960, 4<sup>ème</sup> édition, p. 195 (1<sup>ère</sup> édition, 1938). Les développements, bien qu'un peu vieilliss, de Simone de Beauvoir dans le chapitre 1 de la première partie du *Deuxième sexe* (« Les données de la biologie ») sur les présupposés véhiculés au sujet des femmes par les sciences de la nature sont eux aussi instructifs. Y a-t-il lieu de croire que les sciences dures d'aujourd'hui soient entièrement à l'abri de tels phénomènes ?

<sup>68</sup> Ces deux références, étant d'ailleurs toutes deux manipulées d'une façon routinière qui les dessèche, car Weber soulignait la fécondité heuristique de l'intérêt axiologique, et qu'à l'inverse les appropriations militantes de gauche de la formule de Durkheim, parfois à la limite de l'injonction à l'engagement du sociologue, négligent de façon surprenante ce qu'écrit Durkheim, dans la même préface : « Mais si la science de la morale ne fait pas de nous des spectateurs indifférents ou résignés de la réalité, elle nous apprend en même temps à la traiter avec la plus extrême prudence, elle nous



Si l'on élimine les postures de la « tour d'ivoire » et de l'expert mandaté<sup>69</sup>, plusieurs scénarios restent possibles.

Une première option, défendue par Philippe Corcuff, consisterait pour les universitaires à faire usage de réflexivité afin de mieux contrôler le rapport aux valeurs des sciences sociales et la circulation des discours savants. L'action porterait à la fois sur la recherche et l'engagement, en ce que, sans « plier » la connaissance elle-même, elle serait attentive à délimiter le domaine de validité des énoncés scientifiques, mais aussi soucieuse de cerner les appuis normatifs de ses interventions, et qu'elle tenterait de « contribuer à orienter les usages socio-politiques de nos travaux dans le sens qui nous semble le plus souhaitable »<sup>70</sup>. Cette recommandation a la vertu de proposer une forme de contrôle, individuel et collectif, qui ne se limite pas à constater avec émerveillement que les acteurs lisent les sciences sociales, que les chercheurs ont des valeurs, pour n'en tirer

---

*communiqué un esprit sagement conservateur* [c'est nous qui soulignons]. On a pu, et à bon droit, reprocher à certaines théories qui se disent scientifiques d'être subversives et révolutionnaires ; mais c'est qu'elles ne sont scientifiques que de nom. En effet, elles construisent, mais n'observent pas. Elles voient dans la morale, non un ensemble de faits acquis qu'il faut toujours étudier, mais une sorte de législation révocable que chaque penseur institue à nouveau. (...) Un fait ne change pas en un tour de main, même quand c'est désirable. D'ailleurs, comme il est solidaire d'autres faits, il ne peut être modifié sans que ceux-ci soient atteints, et il est souvent bien difficile de calculer par avance le résultat final de cette série de répercussions ; aussi l'esprit le plus audacieux devient-il réservé à la perspective de pareils risques. Enfin et surtout, tout fait d'ordre vital comme sont les faits moraux ne peut généralement pas durer s'il ne sert à quelque chose, s'il ne répond pas à quelque besoin ; tant donc que la preuve contraire n'est pas faite, il a droit à notre respect ». Durkheim (E.), Première préface à *De la division du travail social*, Paris, Quadrige, 1998, p. XL-XLI (1<sup>ère</sup> édition, 1893).

<sup>69</sup> Non parce qu'en soi illégitimes mais parce qu'ils ont en quelque sorte réglé ce « que faire ? » qui agite les sociologues inquiets : malgré l'enrôlement inévitable du sociologue expert qui contrôlera rarement la bonne utilisation de ses recommandations, malgré l'illusoire neutralité de l'universitaire dans sa tour d'ivoire, ces deux postures ont leur légitimité. On peut faire l'expert sans être dupe, et parce que cela sert aussi sa discipline (en termes de développement institutionnel contre ses concurrentes par exemple...). On peut se satisfaire du plaisir de la *skholè* en contemplant le monde de sa tour d'ivoire, loin du fracas des affrontements politiques (il s'agit certes d'une justification plus esthétique que politique... est-il certain pourtant qu'elle ne soit pas aussi une puissante gratification du métier universitaire ?). Plus généralement, croire à la connaissance suppose-t-il de croire à l'utilité de la connaissance et à sa force seule ? Comme l'écrit Pierre Favre au sujet de l'enseignement de la science politique : « il n'y a pas besoin de présupposés sur la perfectibilité du monde pour croire en la supériorité de la connaissance sur l'ignorance ». Favre (P.), « Quelques considérations sur la démarche et les finalités de l'enseignement de la science politique », in : Favre (P.), Legavre (J.-B.) (dir.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », 1998, p. 15-36.

<sup>70</sup> Corcuff (P.), « Le sociologue et les acteurs... », *art. cit.*, p. 145.

ensuite aucune conséquence. Mais sa faiblesse est peut-être de ne pouvoir rallier que ceux qui le voudront bien (et pour ceux là, en effet, elle peut être féconde). On voit mal comment elle empêchera certains experts de continuer à se vivre comme les conseillers du prince.

C'est pourquoi, et pour agressive qu'elle puisse paraître, la lutte contre les transferts illégitimes d'autorité scientifique (la « contrebande ») garde l'effet vertueux de rendre plus difficile les détournements d'autorité scientifique. Elle peut contribuer par ricochet, fut-ce pour d'autres raisons que scientifiques, à l'autonomie de la science. On aura reconnu l'argumentation du Pierre Bourdieu « première période » : faire monter le niveau d'exigence des discours se revendiquant comme scientifiques obligerait les intérêts politiques à être sublimés et transformés en controverses scientifiques. Il reste que cette posture porte le risque, par rapport à ses objectifs de départ, d'encourager la revendication d'une neutralité qui ne serait qu'un habillage du savoir technocratique (Bourdieu distinguait bien d'ailleurs dans son article sur le champ scientifique ce qui était de l'ordre de la fausse coupure des *doxosophes*, de la vraie coupure), ou de favoriser un positivisme stérilisant compte tenu de la fécondité de certains appuis axiologiques (les œuvres de Durkheim, Bourdieu ou Foucault auraient-elles été ce qu'elles sont sans ces appuis ?).

Cette option de vigilance interne, à maîtriser, peut se doubler d'une vigilance externe : c'est la position de l'anti-expertise, consistant à considérer que les enjeux de la mémoire et du savoir sont trop lourds pour les laisser livrés à une utilisation présentée comme « experte » à des fins politiques. Cet avatar de la critique de la science et de la technique comme idéologie<sup>71</sup> n'invalide pas toute argumentation raisonnée dans l'espace public, mais elle peut prévenir les risques de confiscation de la délibération au nom de connaissances difficiles. Il s'agit là moins de juger de la scientificité des discours savants en tant que savants... mais plutôt de refuser l'évidence de l'usage politique des discours savants (position délicate car cela condamne celui qui tient cette position à ne pas utiliser d'arguments scientifiques lui-même, sous peine de renforcer le poids de la science en prétendant le contrer), et à rappeler longuement, au risque de ne pas être entendu, ce qui sépare un choix politique d'un choix scientifique). Dans sa version radicale, elle peut aboutir, comme chez Bruno Latour, un des rares sociologues dont les travaux sont précisément ce qui lui permet de fonder intellectuellement une position de ce type, à réclamer comme Paul Feyerabend « la séparation de la science et de

---

<sup>71</sup> Habermas (J.), *La technique et la science comme idéologie*, Paris, Gallimard, 1973.

l'État »<sup>72</sup>. Mais plus généralement, l'anti-expertise est liée à cette autre position intermédiaire qui est celle de l'intellectuel spécifique<sup>73</sup>. Il s'agit aussi d'une forme de contrôle du recours à la connaissance, qui limite fortement le titre à parler de l'intellectuel à ses domaines de compétence. Inspirée de Michel Foucault, elle suppose une articulation rigoureuse et contrôlée entre acquis intellectuels et intervention dans des domaines spécifiques. Loin de refuser la critique, cette position qui a directement à voir avec les sciences sociales tente au contraire de tirer le maximum du savoir du chercheur.

Une autre option, plus spécifique, renvoie à la revendication selon laquelle la sociologie, et ce serait son intérêt en soi, doit continuer à dénaturer le monde social<sup>74</sup>. Il reste que cette option désigne une fraction particulière de la sociologie (des sociologies constructivistes sinon critiques, en général à ancrage empirique, fortement marquées par Pierre Bourdieu ou certaines de ses relectures, et très représentées en France). Mais, et les quelques lignes de Durkheim citées plus haut finissent d'en convaincre, il pourrait aussi y avoir des usages conservateurs de ces sociologies<sup>75</sup>. Là encore, la validité des propositions de Philippe Corcuff apparaît comme très délimitée, comme le signale d'ailleurs honnêtement le titre de son article : à un certain secteur de la sociologie constructiviste et de gauche. Il serait à ce propos fructueux de garder à l'esprit que l'on n'est pas obligé d'être de gauche parce que sociologue, et que seules certaines sociologies peuvent relayer des soucis d'émancipation : cela ne règle donc pas la question des autres.

---

<sup>72</sup> Il s'agit ici d'une prise de position publique, bien que clairement liée à la mise en équivalence dans ses travaux du discours scientifique et de tous les autres discours.

<sup>73</sup> Cf. Foucault (M.), « Les intellectuels et le pouvoir », repris in : *Dits et écrits*, Paris, Gallimard, 1994, tome 2, p. 306-316. Pour deux modulations de cette position, marquée à la fois par l'intervention de chercheurs spécialistes d'un domaine, fortement réflexifs quant à la position des sciences sociales dans le débat public, et soucieux de ne pas voir le débat démocratique confisqué par une expertise d'État, cf. Gérard Noiriel (par exemple son introduction à *La tyrannie du national. Le droit d'asile en Europe 1793-1993*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Les temps qui courent », 1991, ainsi que ses interventions publiques, très localisées autour de son domaine de compétences) ; ou encore les prises de position d'Éric Fassin sur la question du PACS, ainsi que ses travaux. Cf. Fassin (É.), « L'intellectuel spécifique et le PACS : politiques des savoirs », *Mouvements*, n°7, janvier-février 2000, p. 68-76.

<sup>74</sup> Corcuff (P.), « Le sociologue et les acteurs... », *art. cit.*

<sup>75</sup> Corcuff (P.), « Nouvelles sociologies, anthropologies et éthique de l'émancipation. Pistes programmatiques », *L'homme et la société*, n°136-137, avril-septembre 2000, p. 158.

Le caractère très localisé de plusieurs réflexions actuelles sur le lien entre science et militantisme n'en ressort que plus fortement, et avec ses limites. Il n'est sans doute pas un hasard que certains des plus ardents partisans d'un décloisonnement entre sciences sociales et connaissances militantes soient des chercheurs qui ont travaillé sur les mouvements sociaux par des méthodes qualitatives supposant une immersion au long cours... Ce faisant, ils ont non seulement pu tester la forte proximité de leurs analyses avec celles de militants réflexifs, mais ont aussi dû se poser la question de leur place. Cette question, la fréquentation assidue du terrain la fait inévitablement surgir dès lors que l'on prélève dans un mouvement en train de se faire des informations et connaissances, sans que l'utilité de la recherche qui en sera tirée ne soit évidente pour ce dernier (elle peut même être un danger quand elle aboutit à une meilleure connaissance des mouvements par les autorités policières)<sup>76</sup>. Il faudrait ainsi, dans les débats actuels sur le lien entre savant et militant, poser ce qui se joue, parfois de façon très microsociologique, de l'ordre de la restitution dans des échanges entre militants et savants, des savants souvent soucieux de restituer aux militants un peu de ce qu'ils ont le sentiment de leur avoir pris.

De cette hypothèse, on peut tirer deux conclusions, relatives aux stratégies de recherche, mais aussi aux stratégies de présentation de la science dans l'espace public.

Si véritablement l'on admet, en assumant pleinement et non mécaniquement l'héritage de certains pères fondateurs, qu'il peut y avoir une utilité sociale des sciences sociales, ne serait-il pas préférable pour le chercheur d'envisager (et singulièrement avec les outils des sciences sociales critiques) les objets qui portent son antipathie plutôt que sa sympathie ?<sup>77</sup> Stratégies politiques et stratégies empirico-théoriques sont ici liées. Il est certes plus agréable et compréhensible, quand on travaille par une immersion longue, de choisir des terrains pour lesquels on a de la sympathie – *a fortiori* quand il s'agit de terrains qui se trouvaient peu balisés du point de vue scientifique. Mais la question de la restitution se posera d'autant plus lourdement que l'utilité de la recherche n'est pas avérée pour ceux qui

---

<sup>76</sup> Pour avoir travaillé sur des mouvements sociaux, et m'être posé la question de ma place auprès de mes « objets d'étude », et du degré d'engagement attendu de moi, j'ai pu constater que les militants ne m'en demandaient pas tant, et que la capacité à restituer l'histoire de leurs mouvements aux protagonistes de ces derniers leur suffisait souvent amplement.

<sup>77</sup> Est-il un hasard que les objets empiriques et théoriques choisis par Pierre Bourdieu soient l'École, l'État, la reproduction culturelle, les médias... ?

en sont l'objet... Pour forcer le trait, s'il s'agit vraiment de travailler à l'émancipation par le biais de la sociologie, pourquoi ne pas travailler plutôt sur les *lobbies* pollueurs que sur les activités écologistes ? Sur le patronat plus que les syndicats de salariés ? Sur les politiques d'immigration plus que sur les mouvements immigrés ? Sur la police plutôt que sur les délinquants ? Et soit par méthodes quantitatives pour fournir des arguments durcis et stables<sup>78</sup> aux militants qui ont la sympathie du chercheur, soit par des méthodes qualitatives irréprochables ? Le minimum de cohérence que l'on devrait être en droit d'attendre de sociologues attentifs à l'intelligence et à l'inventivité d'acteurs sociaux (capables de lire !) serait de se limiter, en tant que scientifiques, à choisir des objets ou analyses utiles aux militants dans lesquels ils se reconnaissent, se mettant alors en situation de contrôler leur rapport au politique sans se sentir engagés dans des logiques de restitution et de contre-don susceptibles de surcroît de fragiliser leur crédit scientifique. Les chercheurs en sciences sociales ne sont-ils pas conscients que la faible autonomie de leurs disciplines n'est pas uniquement un problème épistémologique ? La particularité des sciences sociales, rappelait Bourdieu, est précisément que la classe dominante n'a aucun intérêt à leur autonomie – parce que cette autonomie, qui n'équivaut en rien à la neutralité, aboutit par définition à contester les représentations dominantes du monde social<sup>79</sup> – il n'est pas besoin ici de redoubler le discours scientifique par un discours engagé.

En effet, la question du rapport aux valeurs des scientifiques ne se déroule pas dans le seul monde clos (il l'est de moins en moins) de la science. En tant que chercheur, admettre publiquement et trop fréquemment les appuis normatifs et politiques de ses interrogations et prises de position scientifiques peut avoir comme effet de fragiliser l'autonomie laborieusement accumulée de la science, et d'autoriser trop facilement une disqualification des scientifiques au nom des valeurs sur lesquelles ils s'appuient. Ne l'aura-t-on pas cherché alors ? Si l'entrelacement des soucis politiques et épistémologiques est inévitable, si le risque de déposséder encore les plus défavorisés doit être combattu par des formes d'organisation qui ne réservent pas le

---

<sup>78</sup> Sur le lien entre représentation politique et représentation statistique, cf. Desrosières (A.), *La politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », série « Anthropologie des sciences et des techniques », 1993.

<sup>79</sup> Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *art. cit.*, p. 101. L'effet de légitimité du discours économique est un aspect de ces représentations dominantes, et peut être identifié comme tel du point de vue scientifique.

pouvoir qu'aux plus « savants », il reste qu'il ne faut peut-être pas si vite jeter le bébé de l'autonomie scientifique (et de son apparence !) avec l'eau du bain antipositiviste. Dans un contexte où les discours semblant apolitiques, comme le discours savant, pèsent d'un poids croissant dans les débats publics, le savant-militant conséquent a-t-il vraiment le choix ? Peut-être vaut-il mieux qu'il avance masqué et ne proclame pas à tout va son militantisme pour ne pas desservir ses buts. Faire ce choix relèverait après tout d'une sage option machiavélique.